



16ème législature

Question N° : 815	De M. Pierre Vatin (Les Républicains - Oise)	Question orale sans débat
Ministère interrogé > Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique		Ministère attributaire > Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique
Rubrique > pouvoir d'achat	Tête d'analyse > Pouvoir d'achat	Analyse > Pouvoir d'achat.
Question publiée au JO le : 04/06/2024 Question retirée le : 11/06/2024 ()		

Texte de la question

M. Pierre Vatin attire l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique sur le pouvoir d'achat qui continue à susciter des préoccupations chez les Français. Les chiffres ne correspondent pas au ressenti. La France connaît depuis maintenant plusieurs années une hausse des prix conséquente. Bien que les objectifs affichés pour contenir l'inflation alimentaire par certains ministres soient rassurants, les moyens proposés pour y parvenir sont jugés insuffisants, voire étonnants. Cette inflation alimentaire a déjà des conséquences concrètes et inquiétantes, comme le recours de plus en plus important aux banques alimentaires. Pour les plus modestes, les solutions proposées par le Gouvernement pour contrôler les prix paraissent inefficaces, voire susceptibles d'éloigner les consommateurs d'une alimentation saine au profit de produits ultra-transformés. 95 % des Français sont inquiets face à l'augmentation des prix, dont 60 % « très inquiets ». Pire, un Français sur deux craint de basculer dans la pauvreté : 57 % d'entre eux se disent régulièrement qu'ils ne vont pas arriver à boucler la fin du mois ; 26 % qu'ils pourraient avoir recours à des associations de solidarité pour se procurer des denrées alimentaires. La précarité menstruelle, malgré la gratuité pour les étudiantes depuis 2021, avait beaucoup augmenté en 2023 et se maintient à un niveau élevé : 16 % des Françaises ont déjà manqué de protections hygiéniques. Encore plus alarmant, 39 % des parents confrontés à un manque de produits d'hygiène redoutent que leur enfant soit harcelé à l'école. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre à court et moyen terme pour préserver le pouvoir d'achat des Français.